

DISCOURS DE M. CHURCHILL À OTTAWA

Traduction du discours prononcé par le très honorable Winston S. Churchill au dîner qui lui a été offert par le Gouvernement canadien le 14 janvier 1952.

Excellence, monsieur le Premier ministre, messieurs,

Je me sens vraiment honoré d'être accueilli à Ottawa avec tant de bienveillance. Je suis venu ici pour la première fois il y a cinquante ans afin de faire une conférence sur la guerre des Boers. Un peu plus tard, j'étais sous-secrétaire d'État aux Colonies, dans un gouvernement quelque peu radical, quand sir Wilfrid Laurier vint en Angleterre, et je rencontrai l'auguste homme d'État canadien à plusieurs reprises. Il avait amené un jeune secrétaire qui avait nom Mackenzie King et avec qui je me suis alors lié d'une amitié qui ne devait pas cesser; aussi ai-je fait mienne la douleur du peuple canadien et, disons-le, de tout le monde libre lorsqu'il mourut, après tant d'années d'excellents et loyaux services rendus aux grandes causes que nous soutenons aujourd'hui.

Le Premier ministre du Canada et les membres de son cabinet nous ont accueillis, moi et mes collègues, — soit le quart du cabinet britannique, — non seulement avec la chaleur de l'hospitalité canadienne, mais aussi avec ce sentiment de camaraderie véritable qu'on éprouve en face de difficultés communes et qui permet souvent de vaincre ces difficultés.

Je suis également très heureux de voir ici ce soir mon vieil ami M. George Drew, et je regrette sincèrement de me trouver encore une fois dans l'impossibilité de me rendre à Toronto où je suis invité depuis longtemps à recevoir un doctorat honorifique.

M. Drew est le chef de l'Opposition. Moi, aussi, j'ai été chef de l'Opposition. En pays libre, les droits de l'Opposition sont toujours reconnus. En Angleterre, nous versons même au chef de l'Opposition un traitement de 2,000 livres sterling par année, ce qui n'est rien à côté de ce qui se fait ici. On lui octroie cette somme afin d'être sûr que le Gouvernement ne dérogera pas. Je n'ai aucun doute que M. Attlee, que vous avez accueilli chez vous il y a moins d'un an, apportera à sa tâche un zèle qui, sous un régime totalitaire, pourrait bien lui mériter la Sibérie ou pis encore. Mais nous, qui appartenons à des nations libres, nous avons notre propre mode de vie et nous savons séparer, sauf peut-être à l'époque des élections, les choses qui ont un effet sur la vie de l'État de celles qui contribuent simplement à porter un parti au pouvoir.

Il y a dix ans, pour ainsi dire à une semaine près, que je suis venu pour la dernière fois à Ottawa. L'occasion était certes mémorable pour moi, car j'avais alors un lourd fardeau à porter. La guerre en était à une phase exaltante mais redoutable. Grâce à l'entrée des États-Unis dans le conflit, la route de la victoire semblait — et était en fait — ouverte et sûre. Mais j'avais au plus intime de moi-même la vision nette, dont je ne pouvais pas vous faire part, des désastres immenses et écrasants qui allaient s'abattre sur nous en Orient, conséquence inévitable de la ruée japonaise dans de vastes régions où nous étions faibles et mal préparés.

Je savais et je pressentais les rudes coups qu'on allait nous porter, non moins que la menace qui pesait sur Singapour, les Indes orientales néerlandaises, la Birmanie et l'Inde elle-même. Notre manque de préparation ne m'inspirait aucun remords car, entre la chute de la France en 1940 et l'invasion de la Russie par Hitler en 1941, il avait fallu à la Grande-Bretagne et à l'Empire britannique, — j'espère que vous me passerez le mot; employé à sa place, il est excellent, — il avait fallu à la Grande-Bretagne et à l'Empire britannique, combattant seuls, donner tout ce qui leur restait de vie et d'énergie pour tenir haut le drapeau de la liberté en attendant que nos puissants alliés se joignent à nous, comme j'étais sûr qu'ils le feraient. Mais en vous parlant alors sur un ton enjoué et confiant, certain que la victoire finirait par nous